Quels sont les principaux textes règlementaires ?

Concernant:

- l'obligation du repérage avant travaux (immeubles bâtis) : loi n° 2016-1088 du 08 août 2016, décret n°2017-899 du 09 mai 2017 modifié, arrêté du 16 juillet 2019 modifié.
- les opérateurs de repérage : arrêté du 16 juillet 2019 modifié, arrêté du 24 décembre 2021.

Pourquoi faire appel à un opérateur de repérage ?

Pour protéger sa propre santé et celle de ses proches, le repérage de l'amiante constitue l'étape préalable indispensable avant tous travaux****. Pour effectuer cette recherche, il est nécessaire de faire appel à un professionnel:

l'opérateur de repérage

Quel est l'opérateur de repérage pouvant faire mon repérage amiante avant travaux ?

L'opérateur de repérage est, depuis le 1er juillet 2020, un professionnel diagnostiqueur immobilier détenant des compétences et titulaire d'une certification avec mention lui permettant d'effectuer des repérages avant travaux (RAT) dans des immeubles bâtis tels qu'un bâtiment industriel, immeubles collectifs...

Pour mener une mission de RAT, l'opérateur de repérage doit répondre aux exigences d'indépendance et d'impartialité vis-à-vis de toute personne physique ou morale, autre que le DO, intervenant dans la conception ou la réalisation de l'opération considérée.

Où peut-on trouver un OPÉRATEUR de REPÉRAGE POURLE AMIANTE CERTIFIÉ avec MENTION ?

Donneurs d'ordres*

POUR LE REPÉRAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX

Je suis un donneur d'ordres et je souhaite engager des travaux, par des professionnels, dans un immeuble bati** notamment construit avant le 1er janvier 1997***.











La démarche pratique pour trouver un OPÉRATEUR de REPÉRAGE AMIANTE CERTIFIÉ avec MENTION est la suivante :

Aller sur l'adresse suivante :

http://diagnostiqueurs.din.developpement-durable.gouv.fr/index.action

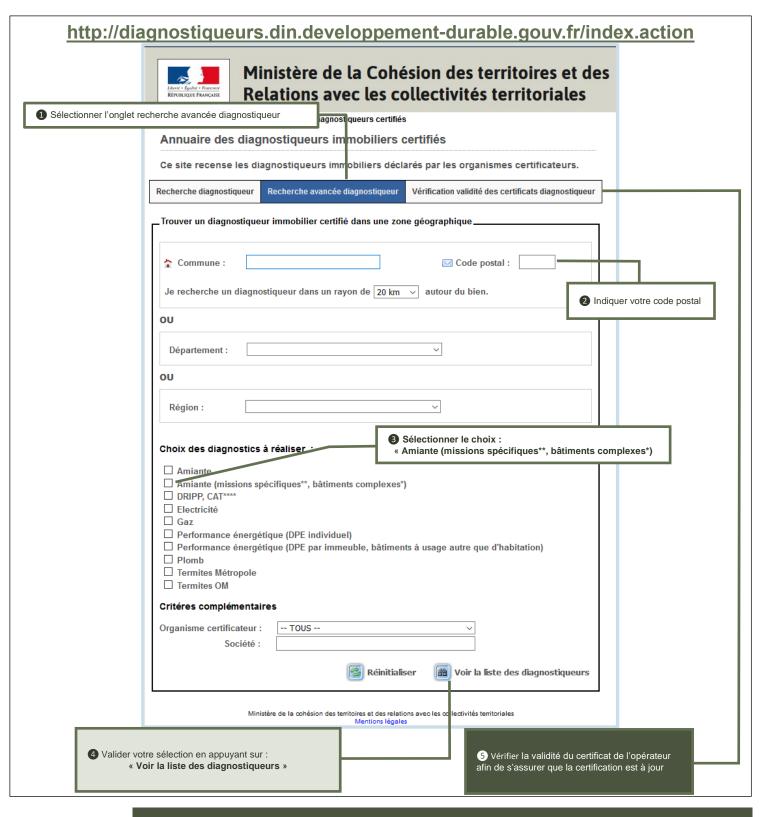
Repérer, par rapport aux critères définis, la liste des diagnostiqueurs amiante. Contacter l'opérateur et s'assurer qu'il est bien titulaire de la certification amiante avec mention.





^{(*):} Personne physique ou morale (L.4412-2 CT-R4412-97-II): Donneur d'ordres, maitre d'ouvrage, propriétaire d'immeubles, locataire, SCI, association, responsable d'équipements, de matériels ou d'articles ... (**): L'immeuble bâti correspond à des locaux de travail (secteur public ou privé), d'habitation, des dépendances, des équipements « usuels » (radiateurs, chaudières, installation électrique, installation d'ascenseurs (Cf.liste points 7 et à de l'annexe1 de l'arrêté du 16 juillet 2019 et annexe A de la norme NF X 46-020 d'août 2017)

(***): date d'interdiction de l'amiante







Pour en savoir plus :

https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/obligation_rat_immeubles_batis.pdf

https://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/exceptions et dispenses pour en savoir plus.pdf

https://travail-emploi.gouv.fr/sante-au-travail/prevention-des-risques-pour-la-sante-au-travail/article/amiante

http://www.inrs.fr/risques/amiante/ce-qu-il-faut-retenir.html

https://www.carsat-pl.fr/files/live/sites/carsat-pl/files/pdf/entreprises/amiante-conseils-avant-travaux.pdf

https://www.carsat-pl.fr/home/entreprise/prevenir-vos-risques-professionnels/les-risques-et-les-

themes/amiante-1.html

http://pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr/amiante,3968

http://dreets.gouv.fr

http://diagnostiqueurs.din.developpement-durable.gouv.fr/index.action

http://www.side.developpement-durable.gouv.fr/ACAMIANTE/Amiante.aspx